

POUR STOPPER LA CASSE DE NOTRE
SECU ET DE NOS EMPLOIS TOUTES ET
TOUS MOBILISE(E)S LE 18 OCTOBRE

Mardi 9 Octobre, plus de 10 000 manifestants défilaient dans le département pour exiger un autre modèle social.

Cette forte mobilisation s'explique par un fort attachement des salarié(e)s, retraité(e)s et privé(e)s d'emploi pour leur sécurité sociale, grande conquête sociale arrachée par la lutte des travailleurs pour permettre à tous les citoyens de faire face aux aléas de la vie.

Le président Macron s'apprête pourtant à mener une offensive sans précédent contre son financement.

La facture sera lourde pour les retraités, les familles, les malades mais aussi les personnels de la santé et de la sécurité sociale.

Est-il besoin de rappeler qu'il manque 100 000 salariés dans les hôpitaux, 200 000 pour les EPHAD et l'aide à domicile.

Alors que la France, 7^{ème} puissance mondiale (et championne du monde des dividendes versés aux actionnaires-étude Oxfam 2018) laisse certains de ses « anciens » mourir dans des conditions indignes. Notre président regarde ailleurs : **Pour Macron, la sécu « coûte un pognon de dingue ».**



Le PLFSS 2019 (Plan de Financement de la Sécurité Sociale) impose un plan d'économie de 5,7 milliards d'économies par rapport à la croissance naturelle des dépenses de la sécurité sociale.

L'état alarmant des conditions d'accueil dans les hôpitaux et les EPHAD attendront. Le président Macron a d'autres préoccupations...

Alors que, en 2018, près d'un français sur 3 a renoncé à se soigner (Sondage CSA pour *le parisien* 09/10/2018), Macron accélère son plan d'économie.

Rien que pour **la branche maladie**, 3,8 milliards d'économie sont prévus pour 2019. Le renoncement aux soins à de beaux jours devant lui...

Pour la branche vieillesse, les retraité(e)s auraient dû voir leurs retraites revalorisées à hauteur de l'inflation mais Macron a finalement décidé de les faire progresser que de 0,3% en Janvier : économies sur le dos des retraités (déjà fortement impactés par la hausse de la CSG) de 2,2 milliards d'euros.

Pour la branche famille, après la baisse des APL en 2017, Macron décide le quasi gel des prestations sociales. Là encore ce sont les familles qui vont être sacrifiées.

Mais les économies (sur le dos des assuré(e)s) prônées par Macron ne concernent pas que la sécurité sociale. Si nous ne nous mobilisons pas, les salarié(e)s de la sécu que nous sommes vont devoir se serrer la ceinture.



Dessin : Delize

Alors que nos salaires sont figés depuis trop longtemps (+0,5% de la valeur du point en 8 ans!) le président Macron continue le travail de ces prédécesseurs en sabrant dans nos effectifs.

C'est la double peine pour les salarié(e)s de la sécu : des salaires figés et des conditions de travail dégradées.

Sur la seule année 2018, le taux de remplacement des départs en retraite est de 35% !

Pour quelles conséquences pour notre travail au quotidien ?

Des services en sous-effectif qui doivent gérer une charge de travail toujours grandissante dans un département dont le nombre d'assuré(e)s ne cesse de croître.

Les conséquences pour les assuré(e)s : des délais de traitement qui s'allongent compliquant le travail des accueils physiques et téléphoniques.

Des moyens humains sont pourtant nécessaires quand on sait que le renoncement aux soins concerne plus d'un assuré sur 3 !

Le 4 Octobre dernier, lors du conseil, notre employeur annonçait aux représentants du personnel que le taux de remplacement des futurs départs serait de 65%. Ce taux de remplacement qui concernait jusque-là les seuls départs en retraite concernera maintenant tous les types de départ (démission, licenciement, rupture conventionnelle).

Combien serons-nous dans 4 ans à la CPAM44? 880 ? 830 ? 800 ???

Si le nombre de départs n'est pas suffisant, notre directeur compte-t-il licencier ?

Les administrateurs CGT ont dénoncé cette nouvelle baisse programmée des effectifs rappelant à notre directeur qu'elle se faisait sur le dos des salarié(e)s : Pas un euro économisé ne sera récupéré par les salarié(e)s de la CPAM44.

Le financement de la sécu va être discuté à partir du 18/10 à l'Assemblée Nationale.

Le syndicat CGT de la CPAM44 invite tous les salarié(e)s à rejoindre les rassemblements initiés par les retraité(e)s jeudi 18 octobre 2018 : (possibilité de faire grève 59mn, ½ journée, 1 journée)

**- NANTES 11H devant le site de la CPAM à BRETAGNE
- SAINT NAZAIRE 11H devant le site de la CPAM**